

« L'école libre devrait être nationalisée »

ENSEIGNEMENT Pour l'Aped, une école organisée en réseaux est un non-sens aujourd'hui

- Vingt ans après sa création, l'Aped lance un livre bilan.
- Elle pose les conditions d'une école moins inégalitaire.
- Quitte à saborder l'organisation en réseaux.

Tout est né d'une manifestation. Grâce à, ou à cause de, Laurette Onkelinx (PS) qui, en 1995, sévissait dans les budgets de l'école et avait précipité des milliers d'enseignants dans la rue. Ce jour-là, des profs francophones et néerlandophones se sont retrouvés sous un même calicot. Des profs ayant en commun une vision progressiste de l'instruction et de l'éducation.

De cette journée dans la rue est sorti un « Appel pour une école démocratique », formalisé à l'époque par une carte blanche publiée dans *Le Soir*. Vingt ans plus tard, si le contexte a bien changé, la cible reste intacte, ainsi que le rappellent les pionniers du mouvement - Nico Hirtt, Jean-Pierre Kerckhofs et Philippe Schmetz - dans un livre qu'ils viennent de publier.

Dans cet « *Essai sur les conditions éducatives d'une citoyenneté critique* », les auteurs synthétisent vingt années de réflexions sur une vision progressiste de l'école. Le fil rouge : « *A quoi doit servir l'école dans ce monde en crise ? Quels sont les valeurs, les avoirs, les compétences que l'école doit transmettre ?* » Lesquels en effet ? « *Notre vision s'oppose à une école qui servirait à reproduire les conditions d'existence de la société actuelle* », argumente Nico Hirtt. Or, cette école-là existe quand on lui confie « *la mission d'employabilité préconisée par la Commission européenne, la Banque mondiale, l'OCDE, McKinsey... tous ces organismes qui recentrent l'éducation sur les compétences utiles pour le marché du travail. On ne dit pas que ça n'a*

pas sa place à l'école, mais nous ne voulons pas que ce soit la priorité. » Cette école reproduisant la société actuelle existe aussi quand « *la transmission de valeurs citoyennes se contente d'apprendre aux jeunes que nous vi-*

rons dans un monde parfait qu'il s'agit de respecter à tout prix ». De quoi remettre en question les cours de citoyenneté ? « *J'ai très peur que ça revienne à transformer l'école en un appareil idéologique. La démocratie et l'équité sociale restent à conquérir ! Il ne faut surtout pas inculquer aux gamins*

que notre système économique, social et politique, est le nec plus ultra. Le rôle de l'école est de leur donner des armes sous la forme de connaissances pour leur permettre de comprendre le monde, pour l'analyser de façon critique, pour y agir comme citoyens responsables. »

Pour l'Aped, ce défi ne peut être rencontré que par un regain d'intérêt pour la « culture générale ». « *Le savoir est parfois un gros mot dans l'enseignement, mais si on veut que les jeunes prennent part au débat il leur faut des connaissances en histoire, en technologie, en philosophie, en économie... Tout ce qui a trait à la production matérielle de richesses doit trouver une place dans la formation.* » Jusqu'à remettre les savoirs purs au milieu d'un jeu scolaire qui prêche, depuis vingt ans, le tout aux compétences ? « *Les savoirs impliquent mémorisation, connaissance, compréhension, capacité d'analyse... Ils ne peuvent plus être des éléments isolés que l'on mobilise accessoirement pour exercer une compétence.* »

Pour les auteurs de l'Appel, une école « *plus juste, plus citoyenne* » suppose des révolutions sur le terrain. « *Nous sommes, dit Nico Hirtt, en faveur de la suppression des réseaux. Séparer des enfants sur base de questions philosophiques c'est un non-sens au XXI^e siècle, c'est totalement contradictoire avec un discours construisant une société*

multiculturelle. » Le propos prend du sens quand on sait qu'il vient de profs du réseau libre : « *Jean-Pierre Kerckhofs et moi ne sommes pas des laïcards, nous avons fait toute notre carrière dans l'enseignement libre, mais nous estimons qu'il devrait être nationalisé, transformé en enseignement public. En fait, religion et morale laïque ne devraient pas avoir leur place à l'école, cela relève de la sphère privée.* »

La question des réseaux évoquée, l'Aped s'intéresse notamment à l'organisation même de l'école. A la taille des groupes par exemple : « *seuls des petits groupes - 15 à 16 enfants - sont à même de réduire les inégalités sociales. Dans un grand groupe, l'instituteur n'est en effet pas en mesure de construire un rapport positif au savoir pour ceux qui n'ont pas la chance de le recevoir à la maison.* » Plus largement, l'Appel rêve d'un enseignement très largement et très concrètement... ouvert. « *Nous voudrions une école ouverte le mercredi après-midi, le week-end, les vacances... Nous voudrions qu'elle devienne une plateforme où les enfants accèdent à toutes les activités extrascolaires. De cette manière, l'école ne serait pas seulement un endroit où l'on reste sept heures assis sur un banc, mais aussi un lieu de vie. Elle offrirait ainsi à tous l'occasion de construire un rapport beaucoup plus positif avec le savoir.* » ■

ÉRIC BURGRAFF

L'APPEL

Genèse de l'Aped

L'Appel pour une école démocratique est donc né sous les calicots d'une manifestation en 1995. Avec le temps, il est devenu l'Aped, une association militant de part et d'autre de la frontière linguistique contre toutes les formes d'inégalité à l'école. Un lobby respecté, écouté, à défaut d'être toujours entendu.

E.B.